

Autisme : Aurélien, 8 ans, ne peut plus aller à l'école

À la rentrée 2020, Aurélien, 8 ans, devait bénéficier du soutien d'un Accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) pour l'aider à suivre malgré son autisme. Il reste sans nouvelle.

Témoignage

Assise à la petite table de sa cuisine, Dominique Berret sirote lentement son café. De l'autre côté de la porte vitrée, son fils Aurélien, 8 ans, profite de cette chaude journée de la fin mai pour s'amuser dans le hamac, installé au fond du jardin. Les balancements lui tirent des grands éclats de rire. « Nous venons de l'acheter, il ne le quitte plus », sourit tendrement sa mère.

Cet après-midi, comme tous les autres, Aurélien n'est pas à l'école. Diagnostiqué autiste deux ans plus tôt, il peine à tenir le rythme des cours. Sa scolarité en dents de scie est ponctuée de périodes de déscolarisation, comme c'est le cas en ce moment. Ça fait une semaine qu'il n'a pas endossé son cartable. La dernière fois, il est resté un mois entier dans sa maison de Louvigny, aux portes de Caen.

« Il a besoin qu'on soit entièrement avec lui, pour lui faire faire ce qui est demandé, au moment où il est prêt, souligne Dominique Berret, professeure de SVT, en arrêt de travail. L'école fait ce qu'elle peut, mais ce n'est pas tenable pour un instituteur seul. »

Résultats scolaires en berne

À la rentrée 2020, les dossiers d'Aurélien et de son frère, Nicolas, 18 ans, lui aussi autiste, sont validés par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Leurs parents demandent au rectorat de bénéficier d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH).

Les jours passent, et aucune réponse ne leur parvient. « Fin 2020, le rectorat m'a fait savoir qu'ils étaient à court d'AESH. Mais je n'y crois pas une seconde. Je connais au moins trois personnes qui ont postulé, et toutes ont essuyé des refus. »

Nicolas, dont la scolarité s'achève



Dominique Berret et son fils Aurélien, 8 ans, jouent sur le trampoline dans le jardin familial, à Louvigny.

PHOTO : QUEST FINANCE

« En régression complète »
tout juste, a dû se débrouiller seul lors de ses examens, malgré ses difficultés de compréhension et d'expression écrite : « Je n'ai pas eu les résultats que j'aurais pu avoir, soupire-t-il. Pour l'orientation en études supérieures, c'est embêtant. Je me suis retrouvé sur liste d'attente pour la licence de chimie que je visais, alors je me suis rabattu sur un DUT. »

Pour Aurélien, en CE1, les répercussions sont plus lourdes. « À la rentrée, sa tâche du jour était d'écrire le nom du jour et du mois. Aujourd'hui, on n'est même plus à ça. » Impossible de compenser avec l'école à la maison : « Ce qui est scolaire ne peut absolument pas rentrer ici, il fait un blocage complet. »

Une situation aggravée par la pandémie. « Avant on sortait, on l'emmenait au restaurant, au parc d'attrac-

tions... poursuit Dominique Berret. À cause du Covid-19, beaucoup de choses n'étaient plus possibles. Aurélien s'est renfermé encore plus sur lui-même. Il est en régression complète, on le constate chaque jour. »

Les parents d'Aurélien envisagent de saisir la justice. « Les frais d'avocats nous ont retenus jusque-là, il faudrait sortir 1 500 €. Mais nous n'avons plus le choix. Si le 1^{er} septembre nous n'avons toujours pas d'AESH, nous irons au tribunal. Il y a urgence pour Aurélien. »

Contactée, la Direction des services

départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) plaide la bonne foi : « La MDPH a rendu deux notifications mutualisées. Nicolas et Aurélien peuvent bénéficier d'un accompagnement, mais il serait partagé avec d'autres enfants, ce que la famille a refusé. Pour faire modifier ces notifications, il faudrait réunir une équipe de suivi de la scolarisation, rassemblant les enseignants et les parents. Nous leur avons proposé des dates, nous sommes à leur disposition. »

Lucas LARCHER.

4 000

C'est le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés dans l'académie de Caen, selon la DSDEN. Le service assure recevoir énormément de demandes et recruter au fur et à mesure les AESH requis, mais reconnaît des difficultés de recrutement.